

LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°481 (15 NOVEMBRE 2026)

FRANCE : VERS LA GUERRE CIVILE ?

FRANCE : VERS LA GUERRE CIVILE ?

Introduction

Philippe Meyer :

Depuis la manifestation du samedi 17 octobre et surtout l'attentat raciste de Trappes le 23 octobre, on parle de « *guerre civile* », surtout à droite et de « *situation* » prérévolutionnaire, surtout à gauche. L'historien britannique Andrew Hussey, pour qui « *la colère de ceux qui se sentent lésés a changé de dimension* », voit à l'œuvre « *une tragédie* » en cours avant même l'élection présidentielle de 2027, car « *il n'y a plus de terrain d'entente possible entre les Français* ». « *Rendez-vous compte qu'aux yeux du monde extérieur, la France est déjà un pays en guerre civile* » remarque-t-il. Le maire de Trappes, Ali Rabeh de Génération.s, classé à gauche – a repris le terme en déclarant : « *je ressens un climat de guerre civile larvée* ». Beaucoup se préparent à ce que le philosophe André Comte-Sponville appelle « *le second tour de la haine* », entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Selon une étude récente, les électorats du RN et de LFI sont à la fois les plus détestés par tous les autres et ceux qui se détestent mutuellement le plus. Le philosophe craint que le camp du perdant, sans doute celui de Mélenchon, n'accepte pas le résultat, et qu'on replonge aussitôt dans les violences. Selon l'historien, Pierre Vermeren, « *la montée de la violence dans notre pays se nourrit d'un effet de contagion, car chaque agression en appelle une autre et relance la désignation de boucs émissaires, alors que l'État peine à imposer son autorité* ».

L'expression de « *guerre civile* » est toutefois contestée notamment par le politiste Rachid Benzine pour qui « *la guerre civile ne désigne pas simplement une société divisée. Elle implique des affrontements armés prolongés entre des*

forces organisées. Les tensions, les révoltes ou "les violences sporadiques" auxquelles nous assistons sont d'un autre ordre ». Les chercheurs Antoine Marie et Peter Barrett abondent dans ce sens en expliquant que si « *le pays se distingue de ses voisins par des mobilisations intenses, parfois violentes, héritières d'une culture politique où la rue a souvent fait plier le pouvoir […] elles font très exceptionnellement des morts* ». Or « *une guerre civile en fait des milliers* ». De même, la directrice générale de l'Institut Montaigne, Marie-Pierre de Bailliencourt estime que « *ce à quoi nous assistons aujourd'hui est moins une révolte populaire qu'un affaissement de l'État. Ceux qui prédisent la guerre civile oublient que les Français refusent à 80 % la violence et demandent du changement dans l'ordre* ».

D'après une étude de Destin commun, publiée cette année, moins d'un Français sur cinq se dit prêt à soutenir des actions violentes pour changer le système, contre près d'un sur trois en 2021, tandis que plus d'un sur deux soutiendrait la désobéissance civile non violente. Sur une ligne de crête, l'essayiste Nicolas Baverez juge que « *la France n'est pas encore en guerre civile mais elle n'est plus en état de paix civile* ».

Antoine Foucher :

Sur cette question difficile et sensible, il faut tenir une ligne de crête entre le risque de prophétie autoréalisatrice que pourrait constituer le diagnostic de guerre civile et, pour reprendre la formule de Péguy, le refus de voir ce qu'on voit. La guerre civile désigne un affrontement armé à l'intérieur d'une communauté politique, soit entre des groupes appartenant à cette communauté, soit entre l'État et certains de ces groupes. Sommes-nous en guerre civile ? Manifestement non. Nous y dirigeons-nous ? La question reste ouverte. Je voudrais développer trois séries de remarques : les faits, l'imaginaire et le débouché politique.

D'abord, les faits. J'ai examiné les séries statistiques de long terme pour comprendre l'évolution des violences sur plusieurs décennies, et non sur une ou deux années. Le nombre de policiers blessés a augmenté de plus de 40 % en vingt ans, et celui des attaques contre les forces de l'ordre de 250 %, selon le ministère de l'Intérieur. Les syndicats avancent des chiffres encore supérieurs. Mais au-delà de cette augmentation quantitative, on assiste à une extension de la violence dans sa nature. Si l'on considère les émeutes de 2005, 2018, 2023 et 2026, leur fréquence s'est intensifiée au cours des vingt dernières années par rapport à la période 1985-2005. Surtout, la gravité et l'extension des faits sont incontestables. On attaque désormais des mairies : une centaine ont été prises pour cible en 2023, et celle de Limoges a brûlé en octobre dernier. Pour retrouver l'incendie d'une mairie d'une grande ville en dehors d'une période de guerre, il faut remonter à 1871.

La violence ne vise plus seulement les forces de l'ordre. Selon le ministère de l'Éducation nationale, 250 membres de son personnel ont été blessés au cours des trois dernières semaines. Des élèves ont même été blessés à l'intérieur des lycées par des mortiers d'artifice. Nous n'en sommes pas encore à des groupes

armés qui s'affrontent, mais nous avons largement dépassé le stade des incivilités ou des affrontements entre manifestants et policiers que connaissent toutes les démocraties. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que l'affrontement structurel s'inscrit désormais dans nos paysages. Dans les centres de nos grandes villes, les magasins sont protégés par des plaques de bois : rue Sainte-Catherine à Bordeaux, place Gutenberg à Strasbourg, boulevard des Capucines à Paris, ou autour du Forum des Halles. Le climat de crainte et d'affrontement est devenu visuellement permanent.

Cela me conduit à mon deuxième point : l'imaginaire qui s'installe dans notre pays. L'analyse de Pierre-Henri Tavoillot opposant la République attaquante à la République attaquée me paraît pertinente. Une partie de la population considère que la République est « attaquante » : qu'elle est raciste, que le racisme est systémique et les discriminations généralisées. Dans cette perspective se pose la question de la légitimité de la violence contre l'État. Elle n'est pas tranchée, mais elle est désormais posée. À l'inverse, une autre partie de la population voit une République « attaquée » et constate avec effarement l'impuissance de l'État à assurer simplement l'ordre. Dans ce contexte d'opposition entre deux perceptions irréconciliables, le ministre de l'Intérieur a prononcé une phrase dramatique en expliquant aux commerçants qu'il ne pouvait pas assurer leur sécurité. Comme s'ils devaient désormais s'en charger eux-mêmes. C'est une remise en cause du fondement du contrat social. Chez Hobbes, chacun renonce à la violence individuelle en confiant sa défense et sa sécurité au souverain. Si celui-ci déclare « *je ne peux rien faire, débrouillez-vous* », c'est la fin du contrat social et du renoncement individuel à la violence.

Enfin, le débouché politique. Dans un climat de haine, le rôle de la politique consiste précisément à créer des discussions, des compromis et des coalitions permettant de substituer la délibération à la violence. Or nos institutions de la Ve République risquent aujourd'hui de jouer un rôle multiplicateur de la violence plutôt que pacificateur. Un second tour opposant Jean-Luc Mélenchon à Marine

Le Pen cristalliserait l'affrontement entre les deux imaginaires de la République attaquante et de la République attaquée. Si Marine Le Pen et le Rassemblement national l'emportaient, toute une partie de la population y verrait la preuve que la France est raciste, puisqu'elle aurait élu Marine Le Pen présidente de la République. Bien malin alors celui qui pourrait affirmer qu'il n'existe aucun risque d'affrontement armé entre une partie de la population et l'État, ou entre plusieurs parties de la population française.

Nicole Gnesotto :

Je voudrais faire deux remarques. La première repose sur une comparaison entre la situation internationale et la situation intérieure française, qui peut paraître décalée.

Sur le plan géopolitique, depuis quatre ans, la peur d'une guerre contre la Russie est devenue un leitmotiv de la littérature stratégique. Notre chef d'état-major lui-même a prévenu les familles qu'elles devaient se préparer à perdre leurs enfants, comme pendant la Première Guerre mondiale. Sur le plan intérieur, depuis que la victoire de Marine Le Pen apparaît possible, et pas seulement depuis le 17 octobre, se développe le discours d'une possible guerre civile, au motif que LFI n'accepterait pas le résultat et organiserait un troisième tour dans la rue. Les violences du 17 octobre ont renforcé cette idée. Ce parallèle me paraît instructif : notre société développe une vision entièrement confrontationnelle de l'avenir, qu'il s'agisse de ses relations avec l'étranger ou avec ses propres citoyens. Les deux peurs s'alimentent mutuellement. Plus on redoute la guerre contre la Russie, plus on risque de voter pour le RN, c'est-à-dire pour les prorusses, et plus on encourage le risque d'une guerre civile si LFI organise effectivement un « troisième tour dans la rue ». Or, en géopolitique, nous avons compris que la distinction traditionnelle entre guerre et paix ne suffisait plus à décrire la réalité contemporaine. Nous avons inventé deux notions : la « *guerre mondiale par morceaux* », expression du pape que je trouve absolument géniale, et la guerre

hybride. Elles permettent de penser une situation dans laquelle nous ne sommes ni véritablement en guerre ni véritablement en paix.

Il faudrait procéder de la même manière pour penser la guerre civile. Plutôt que d'opposer guerre civile et paix civile, comme le fait Nicolas Baverez, nous devrions envisager une forme hybride, une guerre civile par morceaux, susceptible de devenir un phénomène régulier dans nos démocraties, particulièrement en France. Je n'y vois pas nécessairement une catastrophe inéluctable, mais un risque profond. En restant prisonniers de l'opposition entre guerre civile et paix civile, nous ne comprenons pas la nouveauté de ce qui se produit.

Ma deuxième remarque concerne les fractures de la société française : fracture générationnelle, fracture sociale et fracture idéologique. Je voudrais m'arrêter sur cette dernière. D'un côté se trouvent les partisans d'une société libérale, fondée sur la démocratie, le libéralisme et la reconnaissance de l'autorité légitime du gouvernement élu. Mais en face, il n'y a pas de système alternatif. Or, pour qu'il y ait guerre civile, il faut normalement un affrontement entre deux projets politiques. En dehors des casseurs, nous trouvons surtout une jeunesse et une partie des classes moyennes qui ne voient plus la possibilité de construire un projet d'avenir. Pour elles, l'avenir se résume à une succession de catastrophes et d'ajustements annoncés : le climat, le chômage, l'intelligence artificielle, la dévalorisation des diplômes, la guerre. Nous avons donc en face de nous une société du désespoir. C'est ce qui m'inquiète le plus : une violence du désespoir qui ne peut pas s'incarner dans un projet politique, précisément parce que ceux qui la portent ne croient plus à la possibilité d'un avenir ni d'un projet collectif. C'est extrêmement grave. Au-delà de la réponse policière nécessaire — je trouve d'ailleurs les casseurs plutôt bien traités par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays —, la réponse doit être profondément politique. Comment redonner à cette génération et à cette partie des classes moyennes qui ne croient plus dans l'ordre libéral des raisons d'espérer, et même des raisons de se battre, mais

cette fois politiquement ?

Marc-Olivier Padis :

J'ai plusieurs désaccords avec la présentation d'Antoine. Nous devons être extrêmement prudents, notamment lorsqu'il est question du climat politique, pour ne pas céder nous-mêmes à une rhétorique de guerre civile. Car nous sommes davantage confrontés à cette rhétorique qu'à une véritable situation de guerre civile.

D'abord, je refuse de qualifier « d'émeutes » les mouvements sociaux auxquels nous assistons depuis un mois. À leur origine se trouvent des manifestations légitimes de lycéens et d'étudiants inquiets pour leur avenir. S'y sont greffés des casseurs et des pilleurs qui ont profité de la situation pour s'attaquer aux magasins. Ces comportements sont évidemment inadmissibles, tout comme les violences contre les policiers, qu'il faut dénoncer sans ambiguïté. Mais il ne faut pas être unilatéral. Des violences policières ont également été commises contre les jeunes : gestes non réglementaires, confiscations illégales de pancartes, utilisation de dispositions issues de l'état d'urgence pour assigner à domicile des personnes soupçonnées de vouloir manifester, en dehors du cadre normal de ces mesures. Il existe de véritables problèmes de compétence dans le maintien de l'ordre, y compris au niveau du ministre de l'Intérieur. Quant aux attaques contre les mairies, elles sont évidemment inadmissibles, mais la référence à 1871 me paraît un peu lointaine. Je me souviens de l'incendie du Parlement de Bretagne à Rennes à la suite d'une manifestation, et ce n'était pas il y a si longtemps.

Le paradoxe de notre situation, c'est que nous assistons simultanément à une montée des extrêmes sur le plan politique et à une convergence profonde des valeurs auxquelles les Français adhèrent. Philippe a évoqué les enquêtes de Destin Commun, qui montrent, sur la longue durée, une progression générale de la tolérance. Qu'il s'agisse de la présence des étrangers en France, de

l’égalité salariale entre les hommes et les femmes, de l’IVG, du travail des femmes ou du mariage pour tous, les sujets qui constituaient autrefois des facteurs de division extrêmement profonds font aujourd’hui largement consensus. Cette convergence concerne les mœurs, une grande partie des questions migratoires malgré leur exploitation politique, mais aussi les questions économiques. Ainsi, 92 % des Français souhaitent une assurance maladie publique. Pour nous, c’est une évidence ; aux États-Unis, ce serait un sujet de guerre civile.

De nombreux chercheurs soulignent donc ce paradoxe : une société plus tolérante sur le fond, relativement peu divisée sur ses valeurs fondamentales, mais soumise à une rhétorique politique qui pousse au dissensus. Les Britanniques et les Américains plaisantent en disant qu’ils sont deux peuples séparés par une langue commune. On pourrait dire aujourd’hui que les Français sont divisés par leurs valeurs communes. Les manifestations lycéennes en offrent une illustration. Les jeunes réclament de pouvoir étudier dans des conditions correctes : des lycées chauffés, des professeurs remplacés lorsqu’ils sont absents, des procédures de sélection dans l’enseignement supérieur leur permettant de poursuivre leurs études. Ils ne revendiquent pas un monde alternatif ou utopique, et ne rejettent pas la société. Ils demandent simplement de pouvoir étudier convenablement et de s’insérer ensuite socialement. Pourtant, les discours de rupture progressent. Cette radicalisation s’explique d’abord par la transformation du système médiatique. Les chaînes d’information continue organisent des confrontations permanentes sur leurs plateaux. La politisation de certains médias détenus par des milliardaires favorise les extrêmes. Les modèles économiques toxiques des grandes entreprises technologiques maximisent leurs bénéfices grâce à la radicalisation des positions sur les réseaux sociaux. Il en résulte un chaos informationnel qui entrave la qualité de la délibération publique et la confrontation rationnelle des arguments.

À ces phénomènes médiatiques s’ajoutent des évolutions politiques : la

progression de l'extrême droite et la radicalisation de l'électorat conservateur, qui adhère de plus en plus à des thèses autrefois très éloignées de ses valeurs. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre à la France. Enfin, la polarisation s'explique par le contexte politique immédiat, celui de la fin du macronisme. Emmanuel Macron a prétendu remplacer le clivage traditionnel gauche-droite, qui permettait l'alternance, par un cercle de la raison face auquel la seule opposition possible devenait celle du système et de l'antisystème. Nous restons enfermés dans cette logique qui encourage la surenchère. Il existe donc quelque chose d'artificiel dans la survalorisation actuelle des positions de rupture, qui ne correspond pas au mouvement profond de la société française. C'est une sorte de bulle spéculative qui peut éclater à tout moment. Toute la question est de savoir si elle éclatera avant ou après l'élection présidentielle.

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis en désaccord avec Marc-Olivier lorsqu'il banalise ce que nous voyons en attribuant les difficultés au ministre de l'Intérieur, qui ne saurait pas maintenir l'ordre. Auparavant, on reprochait au préfet Lallement d'avoir une autre conception du maintien de l'ordre. Mais celui-ci est devenu extrêmement difficile dans les circonstances actuelles, c'est à cause des problèmes sociaux et de formes nouvelles du désordre. Les revendications des étudiants sont évidemment légitimes. Il est normal de demander du papier toilette, des salles moins vétustes et une formation convenable. Mais ces revendications ne devraient pas provoquer des manifestations aussi profondes, aussi générales et aussi violentes. Elles devraient pouvoir être traitées autrement. Derrière ces protestations se trouve une angoisse fondamentale à laquelle les responsables politiques se sont révélés incapables de répondre. Les forces de rupture n'y apportent pas davantage de réponse, sinon des solutions magiques. En bref : Marc-Olivier, il est plus tard que tu ne crois.

Je rejoins donc Antoine sur la gravité de la situation et Nicole sur le fait qu'elle ne

prend pas la forme d'une guerre civile classique, mais de quelque chose d'autre. Lors de notre dernière émission ici au Studio Raspail, avant le déclenchement des événements, j'avais proposé une analyse qui apparaît aujourd'hui quelque peu prémonitoire. Je décrivais un déni global de la réalité par l'ensemble des forces sociales : déni des tensions et des menaces internationales, déni des contraintes économiques et financières, notamment de la dette. Les revendications restaient pourtant extrêmement classiques, centrées sur le pouvoir d'achat et d'autres préoccupations habituelles.

Face à ce déni, qui entraîne nécessairement une profonde déception, la première réaction est le dégagisme : on veut mettre tout le monde dehors. C'est le sens profond de la rupture avec le macronisme, une rupture dont les raisons ne sont pas véritablement analysées. Que rejette-t-on exactement dans le macronisme ? Marc-Olivier estime qu'Emmanuel Macron a supprimé le clivage gauche-droite, et je suis en désaccord total avec cette analyse. Macron n'a rien supprimé : il a bénéficié de la disparition de ce clivage. Ceux qui imaginent un retour à la bipolarisation traditionnelle se trompent. La tripolarisation entre une extrême droite, une extrême gauche et un bloc central (si informe et liquide soit-il aujourd'hui) est appelée à durer.

Après le dégagisme vient la violence, parce que les forces d'opposition ne proposent aucune solution réaliste. Jean-Luc Mélenchon est une sorte de gourou, doté d'un talent extraordinaire pour capter les inquiétudes de la jeunesse, la marabouter et lui proposer des solutions délirantes. Marine Le Pen, quant à elle, accélère le dégagisme en développant l'hostilité envers certaines catégories de la population.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Pourquoi ce délire ? D'abord parce que la situation est difficile. Nous, Occidentaux et Français, ne bénéficions plus de conditions économiques, politiques et géopolitiques aussi favorables qu'autrefois. Nous ne sommes pas en 1940, à l'heure du sang, de la sueur et des larmes, mais nous devrions regarder la réalité en face et consentir des efforts. Or

presque personne ne le propose. Une autre explication réside dans l'analyse anthropologique de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely — ou plutôt, dans le travail de Fourquet et Rabinovitch sur l'hyperindividualisme —, qui décrivent une rupture profonde des liens de solidarité : solidarité intergénérationnelle avec le déclin des cérémonies funéraires, solidarité familiale avec l'effondrement du mariage, solidarité religieuse avec le recul des religions chrétiennes ou sécularisées, comme le communisme.

Je m'interroge notamment sur les origines de cet individualisme, qu'ils semblent situer à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il me paraît relever d'un mouvement beaucoup plus ancien, profondément lié à la fin de la société néolithique, c'est-à-dire d'une société fondée sur l'agriculture. La révolution néolithique avait substitué l'élevage et la culture à la chasse et à la cueillette. Elle avait créé des territoires qu'il fallait protéger, des frontières, des armées, une gendarmerie et un État chargé d'assurer cet ordre. Or tout cet ensemble a profondément éclaté, notamment sous l'effet de l'exode rural et de la moyennisation de la société. Je ne veux pas m'avancer davantage, mais l'origine de cet individualisme mérite une véritable réflexion.

La conséquence, et c'est là que je rejoins Nicole, n'est pas une guerre civile traditionnelle. Comme dans le titre d'Alain Resnais, « la guerre est finie » : nous n'allons pas refaire la guerre d'Espagne. En revanche, nous risquons de connaître la combinaison d'une violence généralisée à tous les niveaux et d'une profonde anarchie du système, privé de mécanismes de régulation. Cette décomposition de la société sous l'effet de multiples pressions entraîne, par réaction, le développement de mécanismes hyperautoritaires et une confiscation des droits. Nous ne sommes donc pas face à une guerre civile à l'espagnole, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir au regard de ce qu'elle a produit. Mais nous affrontons quelque chose de terriblement grave : une liquéfaction anarchique, véhémente et violente du système social, combinée à une réaction fondamentalement autoritaire. C'est pourquoi je continue à voter pour le bloc

central, même si je me demande s'il existe encore.

Antoine Foucher :

L'une des objections de Nicole me paraît très convaincante et permet de faire avancer notre réflexion sans la clore. La spécificité de notre époque, par rapport à celle d'il y a trente, quarante ou cinquante ans, est l'absence d'alternative à la démocratie libérale. On a beaucoup glosé sur Fukuyama et on s'en est beaucoup moqué. Il faudrait pourtant le relire. Il s'est peut-être trompé sur l'extension de la démocratie libérale à l'ensemble du monde, mais son diagnostic reste robuste sur un point : ni Marine Le Pen ni Jean-Luc Mélenchon, à supposer qu'ils se retrouvent au second tour, ne proposent explicitement de sortir de la démocratie libérale. Cela ne clôt cependant pas la réflexion sur la possibilité d'une forme nouvelle de guerre civile. Elle ne ressemblerait évidemment pas à la guerre d'Espagne, mais le terme serait-il nécessairement galvaudé pour décrire ce qui pourrait advenir ?

La matrice intellectuelle du livre de Fourquet et Rabinovitch, comme de beaucoup d'ouvrages consacrés à notre société, se trouve chez Marcel Gauchet : la sortie de la religion et l'avènement de la société des individus. C'est ce qui explique la liquéfaction d'une société que ne tiennent plus les collectifs hérités de l'histoire. Les Églises, les partis, toutes les institutions collectives se sont effondrés et doivent désormais être refondés à partir des individus. On pourrait donc considérer qu'une société libérale composée d'individus sans idéologie collective ne risque plus de connaître d'affrontement autour de la légitimité du pouvoir. Mais cette analyse ne me convainc pas entièrement. La solitude que Fourquet et Rabinovitch mettent en avant, et le repli sur soi qu'elle entraîne, conduisent à ne plus croire à la possibilité de solutions collectives aux problèmes collectifs. L'État cesse alors d'être un régulateur et un instrument du destin commun pour devenir un guichet. C'est ce qu'illustre l'évolution des dépenses publiques depuis une cinquantaine d'années : l'État consacre désormais davantage de moyens à

distribuer des prestations qu'à conduire des politiques économiques transformant la vie des citoyens ou à maintenir l'ordre.

Ce repli sur soi affaiblit la confiance dans la discussion politique. Il ne reste alors que l'identification à des craintes et à des peurs presque tribales, dans lesquelles l'individu et son identité priment sur le citoyen. C'est précisément là que réapparaît le risque d'affrontement, avec la guerre civile comme épée de Damoclès.

Imaginons un second tour entre Jean-Luc Mélenchon, obtenant environ 45 % des voix, et Marine Le Pen, élue avec 55 %. Quelle discussion civique, pacifiée, fondée sur le bien commun et l'intérêt général, pourrait ensuite s'organiser au Parlement ? D'un côté, une partie du pays refuserait de discuter avec un État considéré comme raciste ; de l'autre, on refuserait de discuter avec une opposition accusée de vouloir renverser la République. Craindre un tel scénario, que les sondages rendent aujourd'hui plausible, ne relève ni du pessimisme excessif ni de la prophétie autoréalisatrice. Comme Jean-Louis, j'appelle donc de toutes mes forces l'émergence d'un candidat du bloc central. Primaire ou pas primaire, nous sommes dans une tripartition durable. Si les électeurs de droite modérée voient émerger un candidat de gauche capable de battre Mélenchon au premier tour et d'accéder au second, ils voteront pour lui. Inversement, les électeurs de gauche modérée soutiendront un candidat de droite modérée s'il paraît le mieux placé. À un moment donné, le bloc central devra donc choisir un candidat capable de battre Jean-Luc Mélenchon au premier tour, et peut-être Marine Le Pen au second.

Nicole Gnesotto :

Deux slogans m'ont particulièrement frappée dans les manifestations. Le premier disait « *quand une crise dure 50 ans, ça n'est plus une crise, c'est un système* ». Le deuxième était inscrit sur une grande pancarte brandie par trois jeunes hommes à un balcon : « *Sortir de l'époque contemporaine* ». Ces deux slogans

expriment le cœur de la crise et de la violence. Je rejoins Jean-Louis : ce qui nourrit les colères, les angoisses et le bouillonnement de notre société, c'est l'avenir bouché. Le sentiment que plus rien n'est possible, sauf peut-être pour les enfants des classes supérieures qui parviennent à intégrer une grande école, et encore. C'est un phénomène politique majeur.

Comment les partis y répondent-ils ? Le RN propose la nostalgie : le retour à la nation, la prospérité retrouvée sans l'Europe, la fermeture aux étrangers présentés comme menaçants. Une nostalgie totalement illusoire. LFI promet à l'inverse un paradis solidaire, communiste et communautaire, dans un déni tout aussi immense de la réalité. Quant au bloc central, il ne répond *rien*. Il défend une politique du statu quo, le maintien du système tel qu'il fonctionne depuis cinquante ans, précisément ce système de crise dont les jeunes ne veulent plus. Je ne suis donc pas disposée à voter pour le bloc central. Je ne voterai pas davantage pour les deux autres, rassurez-vous. Mais j'attends du bloc central qu'il fasse preuve d'un minimum d'intelligence.

Marc-Olivier Padis :

Je voudrais réagir sur deux points. Nous n'allons pas retracer devant vous toute l'histoire de l'individualisme depuis la fin du néolithique jusqu'à la semaine dernière. Antoine a évoqué le livre de Marcel Gauchet, Le Désenchantement du monde, sur lequel j'ai travaillé. Il montre effectivement que l'individualisme s'inscrit dans une histoire de très longue durée, qui comprend la sécularisation des sociétés, le développement des systèmes démocratiques et des régimes libéraux. Il n'a évidemment pas commencé en 1968.

Mais je veux surtout revenir sur l'idée qu'il n'existerait pas d'alternative à la démocratie libérale. Bien sûr qu'il en existe, même si elles ne sont pas souhaitables. Regardons la Chine, la Russie ou ce que deviennent les États-Unis. Je conteste également l'affirmation selon laquelle personne ne voudrait aujourd'hui sortir de la démocratie libérale. Le programme de Marine Le Pen

prévoit noir sur blanc cette sortie. Certains prétendent que le RN, parce qu'il joue le jeu électoral, aurait désormais épousé la République. C'est complètement faux. Son programme prévoit, dès le mois de septembre suivant l'élection, de modifier plusieurs articles de la Constitution, et non un seul, par un référendum organisé selon l'article 11. Or, comme l'ont rappelé cette semaine le président du Conseil constitutionnel et de nombreux professeurs de droit, cette procédure serait contraire au texte constitutionnel. Le programme de Marine Le Pen ne s'inscrit donc pas dans le cadre de la démocratie libérale.
Je dirais la même chose de Jean-Luc Mélenchon, même si son projet institutionnel est moins clair. Son programme, L'Avenir en commun, prévoyait jusqu'à présent de réunir une Assemblée constituante et de voir ensuite ce qui en sortirait. C'est une démarche pour le moins aventureuse. Aujourd'hui, il n'en parle plus. Mais sa personnalité laisse présager, s'il devenait président de la République, un rôle personnel prépondérant dans les institutions. Nous retrouverions une sorte de président jupitérien décidant de tout, délivrant des oracles auxquels il faudrait croire sous peine de se faire couvrir d'injures.
L'adhésion profonde de ces deux candidats aux principes démocratiques pose donc un véritable problème. Il y a quelque chose de tragique dans la situation actuelle : ils se renforcent mutuellement et verrouillent un débat politique dont nous avons pourtant absolument besoin.

Jean-Louis Bourlanges :
Nous sommes dans une situation relativement fermée, avec peu de personnalités capables d'offrir une issue. La notion de dégagisme me paraît centrale pour comprendre les difficultés du bloc central. Tous ses candidats, Gabriel Attal, Bruno Retailleau ou David Lisnard, affirment vouloir une rupture totale avec le macronisme. Mais cette rupture est précisément incarnée par les deux autres forces, le RN et LFI, qui la revendiquent véritablement. Que mettent donc nos candidats du bloc central derrière ce mot ?

Trois choses sont possibles. D'abord, leur exaspération à l'égard d'Emmanuel Macron : son narcissisme, son égocentrisme, sa prétention. Mais Macron, c'est terminé, du moins provisoirement puisqu'il ne sera pas candidat. Il n'y a donc guère de raisons de s'attarder sur sa personnalité. Deuxièmement, ils peuvent lui reprocher, comme Marc-Olivier, d'avoir substitué la tripolarisation au traditionnel affrontement entre deux blocs, favorisant ainsi leur radicalisation. Mais c'est faux. L'extrémisation de la droite et de la gauche est un phénomène structurel largement antérieur à Emmanuel Macron. Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à faire reculer l'extrême droite. François Hollande s'est retrouvé ligoté par la pression de LFI à l'extérieur du Parti socialiste et par celle des frondeurs à l'intérieur. Et nous observons la même radicalisation aux États-Unis, en Allemagne ou au Royaume-Uni. Le retour au bipartisme n'est donc pas une perspective réaliste. Si les socialistes et les héritiers du RPR le réclament, c'est parce qu'ils regrettent le bon vieux temps. Mais cela ne correspond plus à la réalité.

Il faut alors distinguer fondamentalement ce que nous voulons changer de ce que nous devons conserver. Contrairement à ce que semblait suggérer Nicole, il ne s'agit pas de tout bazarder. Nous devons préserver le gouvernement représentatif, l'État de droit, le pouvoir parlementaire, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, une économie libre et dynamique, un État-providence généreux et la laïcité. Cet ensemble de valeurs constitue un socle que les candidats du bloc central sont aujourd'hui incapables de mobiliser, mais qui rassemble encore beaucoup de Français. C'est là que réside une solution. Je rejoins Marc-Olivier lorsqu'il souligne le danger institutionnel que représente Marine Le Pen. Sa conception du pouvoir revient à dire : « *je suis élue, donc je peux faire ce que je veux* ». Ce n'est absolument pas un retour à la démocratie. Mais beaucoup de Français ne veulent pas de cela. Deux exemples me paraissent révélateurs. D'abord, les films évoqués par Philippe dans son introduction. Ils mettent en scène des figures héroïques, comme Jean Moulin ou le général de Gaulle, opposées à des personnages perdus comme Jean

Luchaire. Leur succès témoigne d'un besoin profond de retrouver des figures et des valeurs auxquelles s'identifier. L'autre exemple est l'extraordinaire succès du voyage du pape, qui dépasse largement l'adhésion religieuse. On y a vu une France désireuse d'aller de l'avant, de se reconnaître et de se rassembler sans se déchirer.

Or les responsables du bloc central sont incapables de répondre à cette aspiration. Leur grande erreur consiste à réclamer une rupture avec le macronisme sans jamais en dresser sérieusement l'inventaire. Qu'est-ce qui a marché ? Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Pourquoi ? Que faut-il changer ? C'est le préalable indispensable à une prise de conscience et à un combat efficace contre les extrêmes.